

Arrêt n° 303
du 19/04/2017
Défaut simple

Extrait des Minutes du Greffe
de la Cour d'Appel de Dakar

REPUBLIQUE DU SENEGAL

COUR D'APPEL DE DAKAR

CHAMBRE CORRECTIONNELLE 2

Ministère public - Paul Daour FALL - Avocat
Général et Mouhamadou Lamine LAM

(Me Macodou Ndour)

Contre

Babacar FALL

(Me Ciré Clédor LY)



PRESENTS

Amady DIOUF, Président

Papa Ousmane DIALLO et Mamadou
NDOYE, Conseillers

Diégane DIONE, Greffier

ENTRE :

Le Ministère public et,

Mouhamadou Lamine Lam, demeurant à
Guédiawaye, cité Gadaye n° 125, lequel fait élection de
domicile à l'étude de Maître Macodou Ndour, avocat à
la Cour avenue Lamine Guèye x rue Emile Zola à
Dakar,

Intimé, non comparant à l'audience mais ayant
pour conseil Me Macodou Ndour, avocat à la Cour;

D'une part

ET :

Babacar Fall, demeurant à Cambérène 1, rue 14, à
Dakar, sans autres précisions ;

Prévenu destruction de construction appartenant à
autrui, appelant, non comparant à l'audience;

D'autre part

Le Tribunal correctionnel de Dakar, statuant dans
ladite cause, a rendu à la date du 19/06/2014 un
jugement dont le dispositif est ainsi conçu :

« Statuant publiquement, contradictoirement, en
matière correctionnelle et en premier ressort ;

Relaxe Babacar Fall des faits qui lui sont
reprochés ;

Déclare l'action civile irrecevable ;

Condamne Mouhamadou Lamine Lam aux
dépens ;

Le tout en application des textes susvisés ;

La partie civile a relevé appel du jugement sus
énoncé suivant acte du greffe en date du 14/07/2014 ;

En conséquence de cet appel et à la requête de
Monsieur le Procureur Général près la Cour de céans, le
prévenu et la partie civile ont été cités à comparaître par
devant la Cour d'appel susdite à l'audience du
21/10/2015, pour voir statuer sur le mérite de l'appel sus
énoncé ;

Minute	T: 4000
Grosse	8000
Expédition	
Copie	
Total	12000

La cause, sur cette assignation, fut inscrite au rôle de la Cour à ladite audience, et appelée à son tour, elle a été successivement renvoyée jusqu'au 29/03/2017 et a été utilement retenue ;

Monsieur le Conseiller Mamadou NDOYE a fait le rapport de l'affaire ;

Le Ministère public a été entendu en ses réquisitions ;

Sur quoi, la Cour a mis l'affaire en délibéré pour l'arrêt être rendu le 19/04/2017 ;

Advenue l'audience de ce jour, la Cour, vidant son délibéré, a statué en ces termes :

LA COUR

Vu le jugement du Tribunal correctionnel de Dakar en date du 19/06/2014 ;

Vu l'appel relevé contre le jugement par la partie civile selon acte au greffe en date du 14/07/2014 ;

Où Monsieur le Conseiller Mamadou NDOYE en son rapport ;

Où Monsieur l'Avocat Général en ses réquisitions ;

Vu les pièces du dossier ;

Après en avoir délibéré conformément à la loi ;

Considérant, par actes du 24 juillet 2014, Mouhamadou Lamine LAM a interjeté appel, du jugement réputé contradictoire n°562/2014 du 19 juin 2014, aux termes duquel, le tribunal de grande instance de DAKAR a relaxé Babacar FALL des faits qui lui sont reprochés, déclaré l'action civile irrecevable, et condamné Mouhamadou Lamine LAM aux dépens ;

Considérant que le ministère public n'a pas fait appel du présent jugement par conséquent, la cour de céans est saisie que de l'appel de la partie civile, ledit jugement étant définitif sur les dispositions pénales ;

EN LA FORME

Considérant la recevabilité de appel ;

Que les parties citées à domicile n'ont pas comparu, il échet, statuer par défaut simple à leur égard ;

AU FOND

Considérant, selon jugement attaqué, « il n'est pas suffisamment établi que Babacar FALL est l'auteur des actes de démolition portant sur les biens du plaignant ; qu'ainsi, en l'absence d'éléments objectifs permettant d'imputer les faits au prévenu, il échet, par application de l'alinéa premier de l'article 457 du code de procédure pénale de le renvoyer des fins de la poursuite ; que le prévenu étant relaxé, il y a lieu de déclarer l'action civile irrecevable, et condamner Mouhamadou Lamine LAM aux dépens ; »

Considérant que l'appelant à fait défaut bien que régulièrement cité à domicile, et malgré plusieurs renvois de la cause pour être jugée ; qu'en faisant ainsi défaut, l'appelant laisse supposer avoir aucune critique contre le jugement déféré, il échet, confirmer ledit jugement en toutes ses dispositions et mettre les dépens à sa charge ;

PAR CES MOTIFS

Statuant publiquement, par défaut simple, en matière correctionnelle, et en dernier ressort ;

EN LA FORME

Reçoit l'appel ;

AU FOND

Confirme le jugement entrepris en toutes ses dispositions ;

Condamne l'appelant aux dépens.

Ainsi fait, jugé et prononcé publiquement par la Cour d'Appel de Dakar,
les jour, mois et an que dessus.

ET ONT SIGNE LE PRESIDENT ET LE GREFFIER./.

[Handwritten signatures of the President and the Greffier]



Pour expédition certifiée conforme
délivrée par l'Administrateur de Greffe de la
Cour de céans le ... 09 MARS 2018 ...
[Signature]
L'Administrateur de Greffe



Daouda DIALLO



Me Ndeye Marième DIENG